



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Benoît NAOUS

### **Secrétaire de séance**

Véronique BLONDEL

## CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

**M\_DL260608\_085**

### **POLICE MUNICIPALE - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE COORDINATION POLICE NATIONALE ET POLICE MUNICIPALE**

**Monsieur Jérôme DUBOST, Maire** - Aux termes de l'article L. 512-4 du Code de Sécurité Intérieure, dès lors qu'un service de police municipale comporte au moins trois emplois d'agents de police municipale, une convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État est conclue entre le Maire de la Commune, le Représentant de l'État dans le département et le Procureur de la République territorialement compétent.

La convention de coordination des interventions de la Police Municipale et des Forces de Sécurité de l'État précise les missions prioritaires, notamment judiciaires, confiées aux agents de police municipale ainsi que la nature et les lieux de leurs interventions, eu égard à leurs modalités d'équipement et d'armement. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la Police Nationale.

Pour la Ville de Montivilliers, la convention de coordination de la Police Municipale et de la Police Nationale est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2212-2 et L. 2212-5 ;  
**VU** le Code de la Sécurité Intérieure, notamment ses articles L. 512-4 à L. 512-7, R. 512-5 et R. 512-6 ;  
**VU** le Décret n°2023-1013 du 1<sup>er</sup> décembre 2023 relatif aux services déconcentrés et à l'organisation de la police nationale ;  
**VU** le rapport de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire ;  
**VU** la commission municipale n° 5 Affaires générales et Finances réunie le 3 juin 2026, consultée ;

**CONSIDÉRANT**

La nécessité d'actualiser la convention de coordination entre la Police Municipale et les Forces de Sécurité de l'État ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- **D'approuver** la nouvelle convention de coordination de la Police Municipale de Montivilliers et les Forces de Sécurité de l'État,

- **D'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécour citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Envoyé en préfecture le 15/06/2026

Reçu en préfecture le 15/06/2026

Publié le 15/06/2026

**webdelib**

ID : 076-217604479-20260608-M\_DL260608\_085B-DE

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



***La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)***